



## **FOURNITURE ET MISE EN SERVICE DE BORNES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES**

*Accord-cadre de fournitures courantes et services  
Appel d'offres ouvert  
(Articles L2124-1 et L2124-2 du Code de la Commande Publique)*

---

### **1 – REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)**

---

Date et heure limites de réception des offres :

Mercredi 28 aout 2019 à 12h00

<b>ACHETEUR PUBLIC</b>	<p style="text-align: center;"><b>SDEC ENERGIE</b> Syndicat Départemental d'Energies du Calvados Esplanade Brillaud de Laujardière CS 7 5046 - 14077 CAEN CEDEX 5</p> <p style="text-align: center;">☎ : 02.31.06.61.61 Site Internet : <a href="http://www.sdec-energie.fr">www.sdec-energie.fr</a> Profil acheteur : <a href="http://www.uamc14.org/sieecalvados">www.uamc14.org/sieecalvados</a></p>
------------------------	---

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>3</b>
1.1. – Coordonnées de l'acheteur public .....	3
1.2. – Qualité de l'acheteur public .....	3
<b>ARTICLE 2 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
2.1. – Objet de la consultation .....	3
2.2. – Mode de passation .....	4
2.3 – Type de contrat .....	4
2.4 – Décomposition de la consultation et étendue des prestations .....	4
2.5. – Classification CPV.....	4
2.6. – Lieu d'exécution .....	4
<b>ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
3.1. – Délai de validité des offres .....	5
3.2. – Forme juridique du groupement .....	5
3.3. – Sous-traitance.....	5
3.4. – Variante .....	5
3.5. – Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
<b>ARTICLE 4 : CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT .....</b>	<b>6</b>
4.1. – Durée du contrat ou du délai d'exécution .....	6
4.2. – Modalités essentielles de financement et de paiement .....	6
<b>ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>6</b>
6.1. – La candidature.....	6
6.2. – L'offre.....	7
6.3. – Pièces à fournir ultérieurement et uniquement par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer chaque marché ..	8
<b>ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8 : EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>9</b>
8.1. – Sélection des candidatures .....	9
8.2. – Attribution des marchés .....	9
<b>ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>10</b>
9.1. – Adresses supplémentaires et points de contact.....	10
9.2. – Procédures de recours .....	10
<b>ARTICLE 10 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>10</b>

## ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1. – Coordonnées de l'acheteur public

#### SDEC ENERGIE

Syndicat Départemental d'Energies du Calvados  
Esplanade Brillaud de Laujardière - CS 7 5046 - 14077 CAEN CEDEX 5

☎ : 02.31.06.61.61

Courriel : [marches@sdec-energie.fr](mailto:marches@sdec-energie.fr)

Site web : [www.sdec-energie.fr](http://www.sdec-energie.fr)

Profil acheteur : [www.uamc14.org/sieecalvados](http://www.uamc14.org/sieecalvados)

**Horaires d'ouverture** : du lundi au vendredi de 8h15 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.

**Représentant du pouvoir adjudicateur** : M. le Président du SDEC ENERGIE.

### 1.2. – Qualité de l'acheteur public

Le SDEC ENERGIE est un syndicat mixte fermé régi par les articles L 5711-1, L 5711-2 et L 5711-3 du Code Général des Collectivités Territoriales et par l'arrêté inter-préfectoral des départements du Calvados et de la Manche du 27 décembre 2016.

Réunissant les communes et intercommunalités du département, le Syndicat Départemental d'Energies du Calvados est un acteur public majeur des enjeux énergétiques du département.

Le SDEC ENERGIE agit pour la transition énergétique en accompagnant les collectivités locales :

- ➔ depuis la production d'énergie : *construction de réseaux de chaleur à partir de bois énergie, de méthanisation, développement de centrales photovoltaïques solaires .....*
- ➔ en passant par la distribution : *organisation des services publics de l'électricité et du gaz, renforcement, effacement et construction des réseaux publics d'électricité....*
- ➔ jusqu'à l'utilisation : *éclairage économique et intelligent, Smart Grids, infrastructures de recharge pour véhicules à faible émission de CO2 (électriques, hybrides, hydrogène rechargeables, Bio GNV ...).*

Développeur de projets, porteur des valeurs du service public, le SDEC ENERGIE revendique son statut d'aménageur responsable, privilégiant la synergie des territoires ruraux et urbains, attaché à une qualité de service équitable en tout point du département.

**Son objectif** : œuvrer pour un aménagement énergétique du territoire, équilibré et cohérent, qui favorise la transition énergétique tout en préservant l'intérêt de ses adhérents et de chaque habitant du Calvados.

## ARTICLE 2 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

### 2.1. – Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la **fourniture et mise en service d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables et de la signalétique verticale associée.**

À titre d'information, et sans que cela soit contractuel, il est envisagé l'implantation d'une douzaine de bornes de recharge sur les 3 prochaines années à venir (réparties sur le département du Calvados suivant le schéma départemental de déploiement des bornes de recharge validé en bureau syndical du 30 novembre 2018).

## 2.2. – Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure de l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L2124-1 et L2124-2 du Code de la Commande Publique.

## 2.3 – Type de contrat

L'accord-cadre de fournitures courantes et services est multi attributaires. Le nombre maximum d'attributaires est de 3 (trois) par lot.

Il est passé en application des articles R2162-1 à R2162-12 du Code de la Commande Publique. Il donnera lieu à des marchés subséquents.

Les marchés subséquents issus de cet accord-cadre seront attribués dans les conditions définies au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Il est rappelé que les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à remettre une offre à chaque marché subséquent passé sur le fondement de cet accord cadre. En cas de non réponse d'un titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre conclu avec ledit titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation sous quelque forme que ce soit.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum ni maximum.

## 2.4 – Décomposition de la consultation et étendue des prestations

Les prestations sont réparties en 3 lots :

N° et intitulé du lot		Quantité estimée <sup>(1)</sup>
LOT 1	Fourniture de bornes de recharge d'une puissance de 22 kVA	4
LOT 2	Fourniture de bornes de recharge d'une puissance de 50 kVA	4
LOT 3	Fourniture de bornes de recharge d'une puissance $\geq$ à 100 kVA	4

(1) Pas de valeur contractuelle

Le nombre de bornes sera précisé au stade des marchés subséquents.

Les candidats peuvent soumissionner pour un seul ou plusieurs lots.

## 2.5. – Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est « 32424000-1 : Infrastructure de réseau ».

## 2.6. – Lieu d'exécution

Les fournitures seront à livrer :

1. en général, sur les parcs des entreprises installatrices implantées dans le Calvados, mandatées par le SDEC ENERGIE,



2. à la demande, directement sur le chantier toujours situé dans le Calvados,

## ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 3.1. – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 3.2. – Forme juridique du groupement

Les contractants seront soit des entreprises individuelles, soit des entreprises en groupement en application de l'article R2142-20 du Code de la Commande Publique.

En cas de groupement conjoint, chaque groupement en titre aura l'obligation de désigner un mandataire solidaire dans l'acte d'engagement qui représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, coordonnera les prestations des membres du groupement et sera responsable de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Les candidatures et les offres seront signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

### 3.3. – Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter **uniquement la mise en service des bornes** à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation écrite de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Les demandes d'agrément des sous-traitants sont faites par lettre recommandée avec accusé de réception en utilisant le formulaire modèle DC4, de préférence lors de la soumission au marché.

L'entreprise sous-traitante doit justifier d'une assurance garantissant sa responsabilité au regard des tiers.

Les demandes de sous-traitance en cours de marché sont exceptionnelles et susceptibles d'être acceptées par le SDEC ENERGIE sous les réserves suivantes :

- d'apprécier les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant,
- que le besoin de sous-traitance ne pouvait pas être apprécié au moment de la remise de l'offre,
- que la demande se fasse 5 semaines avant le début des travaux.

Le sous-traitant doit accepter, sans réserve, toutes les pièces du marché au même titre que le titulaire du marché.

### 3.4. – Variante

Aucune variante n'est autorisée.

### 3.5. – Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

## ARTICLE 4 : CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

### 4.1. – Durée du contrat ou du délai d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 1. La durée de la période de reconduction est de 2 ans. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

### 4.2. – Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

## ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'accord-cadre et aux marchés subséquents ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes « Trame du mémoire technique » (une par lot) et « charte graphique » communs à l'accord-cadre et aux marchés subséquents ;
- Les actes d'engagement (AE) (un par lot)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## ARTICLE 6 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

### 6.1. – La candidature

- Renseignements concernant la situation juridique du candidat :

- 1) une lettre de candidature (formulaire DC1), présentant le candidat ou le groupement ;  
*Au point « F » de ce document, les candidats devront cocher la case attestant qu'ils n'entrent pas dans un des cas les interdisant de soumissionner résultant des dispositions des articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique.*

*En cas de redressement judiciaire, cette case ne pourra être cochée qu'à condition de joindre la preuve que le candidat est habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché (ex : copie du jugement).*

- 2) les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le soumissionnaire.

➤ **Renseignements concernant la capacité économique et financière du candidat**

- 3) la déclaration du candidat individuel ou le cas échéant de chaque membre du groupement, reprenant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires des prestations objet du contrat, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles (formulaire DC2).

➤ **Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique du candidat :**

- 4) une présentation succincte de l'entreprise (2 pages maximum).
- 5) une liste de références récentes relatives à l'objet du marché sur les trois dernières années.

➤ **En cas de groupement d'entreprises :**

- 6) Les mêmes documents que ceux demandés plus haut (à l'exception du formulaire DC1) concernant chaque opérateur économique sur lequel le candidat s'appuie pour présenter sa candidature.
- 7) En cas de sous-traitance uniquement, un formulaire DC4 dûment rempli.

Les formulaires DC1, DC2 et DC4 à utiliser sont téléchargeables gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

*Nota 1 : Conformément au décret n°2014-1097 du 26 septembre 2014 portant mesures de simplification applicables aux marchés publics, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. Les candidats indiqueront donc le cas échéant dans leur dossier de candidature : les informations nécessaires à la consultation de l'organisme officiel ou de l'espace de stockage numérique ; la liste des documents qui seront consultables.*

*Nota 2 : Le candidat peut également présenter sa candidature sous la forme d'un DUME (document unique de marché européen), établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type, en lieu et place des documents mentionnés au 1) et 2). Le DUME doit être rédigé en français.*

## 6.2. – L'offre

L'offre est constituée des éléments suivants :

1. L'acte d'engagement dûment complété (un par lot) ;
2. Un mémoire technique de **20 pages maximum, qui devra être structuré impérativement** selon l'annexe « Trame de mémoire technique » du CCTP (un par lot)

### **6.3. – Pièces à fournir ultérieurement et uniquement par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer chaque marché**

Dans un délai maximum de 10 jours calendaires après la demande en ce sens du SDEC ENERGIE, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire les pièces suivantes :

- les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents, et datés de moins de 6 mois ;
- un justificatif d'immatriculation (*Kbis, carte d'identification...*) ;
- une attestation sur l'honneur rédigée de la façon suivante :

*Je soussigné(e) XX, représentant habilité(e) de la société XX, atteste sur l'honneur que :*

*« Je n'ai pas l'intention de faire appel pour l'exécution de l'accord-cadre à des salariés de nationalité étrangère » ou*

*« J'ai l'intention d'employer des salariés de nationalité étrangère et je certifie que ces salariés seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France » (joindre une liste nominative des salariés étrangers) ;*

- une attestation d'assurance en cours de validité, avec garanties en rapport avec l'importance des prestations ;
- un relevé d'identité bancaire (RIB).

## **ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

**La transmission de l'offre se fait obligatoirement par voie électronique à l'adresse suivante :**  
[www.uamc14.org/sieecalvados](http://www.uamc14.org/sieecalvados)

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Chaque nouvelle offre transmise par le même candidat annule et remplace l'offre précédente.

Les pièces devront être transmises **sous forme de fichiers séparés et bien identifiés, au format PDF** (sauf si un autre format est expressément demandé).

Il est recommandé aux candidats de ne pas utiliser :

- ✓ certains formats : notamment les « .exe » et les formats vidéo ;
- ✓ certains outils : notamment les « macros ».

**La signature électronique des pièces est encouragée par le pouvoir adjudicateur.**

En cas de signature électronique, chaque pièce pour laquelle une signature est exigée **doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli (une seule signature pour tout l'envoi) n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.** Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (\*\*\*) du RGS (Politique de Référencement Intersectoriel de Sécurité) ou EIDAS.

Le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS ou EIDAS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.



Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Le candidat peut, s'il le désire, transmettre une copie de sauvegarde de son offre, au format papier ou au format physique électronique (clé USB). La copie de sauvegarde doit être strictement identique à l'offre dématérialisée. Elle doit impérativement être transmise avant la date limite de remise des offres. La copie de sauvegarde est transmise sous pli scellé au **SDEC ENERGIE – Esplanade Brillaud de Laujardière – CS 75046 – 14077 CAEN Cedex 5**. Le pli doit être revêtu de la mention « *Copie de sauvegarde – Ne pas ouvrir* » et comporter le nom du candidat et l'objet du marché. **La copie de sauvegarde ne remplace pas l'offre dématérialisée**, et ne sert que dans l'hypothèse où l'acheteur ne parvient pas à exploiter l'offre dématérialisée. Si la copie de sauvegarde n'est pas utilisée, elle est détruite à la fin de la procédure.

Pour tout problème technique relatif au profil acheteur ou à l'envoi des offres dématérialisées, les candidats peuvent contacter la plateforme INFO LOCALE (gestionnaire du profil acheteur) au 02 37 33 03 25 ou par mail à [contact@info-locale.fr](mailto:contact@info-locale.fr).

## ARTICLE 8 : EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 8.1. – Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, le SDEC ENERGIE vérifiera que les pièces demandées sont bien fournies et complètes. Dans la négative, il pourra demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 8.2. – Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L2152-1 à L2152-4, R2152-1 et R2152-2 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Pour chacun des lots, **le jugement des offres se fera sur la base d'un mémoire technique (noté sur 50)**.

La valeur technique est appréciée au vu d'un mémoire technique **de 20 pages maximum** traitant les 5 sous-thèmes **pondérés** de la manière suivante :

1. Les caractéristiques de la borne (*note sur 10 points, pondérée à 20%*),
2. Les fonctionnalités de la borne (*note sur 10 points, pondérée à 25%*),
3. L'esthétisme de l'installation et l'intégration dans son environnement (*note sur 10 points, pondérée à 20%*),
4. L'ergonomie de la borne (*note sur 10 points, pondérée à 20%*),
5. Les conditions de mise en œuvre de la garantie (*note sur 10 points, pondérée à 15%*),

Seuls les candidats ayant obtenu une note globale supérieure à 25 seront retenus.

Cette note technique obtenue par les titulaires de l'accord-cadre sera reprise dans le cadre de la notation pour l'attribution des marchés subséquents découlant de cet accord-cadre.



Au stade des marchés subséquents, le jugement des offres sera pondéré de la manière suivante :

	Pondération (en %)
Note obtenue à l'accord cadre ( <i>valeur technique</i> )	40%
Note obtenue au marché subséquent ( <i>prix</i> )	60%

## ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

### 9.1. – Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : [www.uamc14.org/sieecalvados](http://www.uamc14.org/sieecalvados)

Cette demande doit intervenir au plus tard le **Vendredi 9 août à 12h00**.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

### 9.2. – Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Caen

3 à 5 rue Arthur Leduc

BP 25086

14050 CAEN CEDEX 4

Tél : 02 31 70 72 72

Télécopie : 02 31 52 42 17

Courriel : [greffe.ta-caen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-caen@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

## ARTICLE 10 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme conformément à l'article R 2112-4 du Code de la Commande Publique.

Des modifications pourront être apportées à l'accord-cadre en application des articles L2194-1, L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du Code de la Commande Publique.

Ces modifications pourront porter sur :

- l'ajout de prestations nouvelles aux bordereaux des prix unitaires, *modifié par avenant*.
- la prise en compte d'innovations technologiques, *modifié par avenant*.
- la cession de l'accord-cadre dans les hypothèses suivantes : une reprise du contrat par l'administrateur judiciaire lorsque l'entreprise fait l'objet d'une procédure collective, un changement n'affectant pas la forme juridique de l'entreprise mais sa raison sociale ou sa domiciliation, un changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale, *modifiée par une décision unilatérale du pouvoir adjudicateur*.
- la cession de l'accord-cadre hors hypothèses citées ci-dessus, *modifié par avenant*.

